

ACCORD
ENTRE
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET
LA BARBADE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES
DES INVESTISSEMENTS

**ACCORD
ENTRE
L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET
LA BARBADE
CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES
DES INVESTISSEMENTS**

**LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA REGION WALLONNE,
LA REGION FLAMANDE,
et LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,
ainsi que
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**

et

LA BARBADE

(ci-après dénommés individuellement "la Partie contractante", ou collectivement "les Parties contractantes"),

DÉSIREUX de créer des conditions favorables au développement des investissements des nationaux et des sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante;

RECONNAISSANT que l'encouragement et la protection réciproque de tels investissements en vertu d'accords internationaux auront pour effet de stimuler les initiatives commerciales individuelles et d'accroître la prospérité des Parties contractantes;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE 1

Définitions

Pour l'application du présent Accord:

(a) "sociétés" désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, les entreprises, firmes et associations établies ou constituées conformément à la législation en vigueur à la Barbade;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute entreprise, firme ou association établie ou constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-duché de Luxembourg et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour l'application du présent Accord, toute société établie ou constituée conformément à la législation d'une des Parties contractantes mais effectivement contrôlée, directement ou indirectement, par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante sera traitée comme une société de cette dernière Partie contractante.

(b) "législation en matière d'environnement" désigne:

toute législation des Parties Contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants:

- (i) prévention, réduction ou contrôle des rejets, déversements ou émissions de substances polluantes ou de produits contaminateurs pour l'environnement;
- (ii) contrôle des produits chimiques, substances, matériaux et déchets dangereux ou toxiques pour l'environnement et diffusion des informations y relatives;
- (iii) protection ou conservation de la flore et de la faune sauvages, y compris les espèces menacées d'extinction, leur habitat, et les zones naturelles spécialement protégées sur le territoire des Parties contractantes.

(c) "investissements" désigne:

tout élément d'actif quelconque et tout apport en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti, directement ou indirectement et notamment, mais non exclusivement:

- (i) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits de propriété tels que hypothèques, privilèges ou gages;

- (ii) les actions, parts et obligations de sociétés et toute autre forme de participation dans le capital d'une société;
- (iii) les créances et droits à toute prestations contractuelles ayant une valeur financière; et
- (iv) les droits de propriété intellectuelle, le fonds de commerce, les procédés techniques et le savoir-faire;
- (v) les concessions commerciales accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme dans laquelle les avoirs ou les apports en numéraire, en nature ou en services ont été investis ou réinvestis, directement ou indirectement, n'affectera leur qualité d'investissements.

(d) "législation du travail" désigne:

toute législation des Parties contractantes en vigueur à la date de signature du présent Accord ou adoptée après cette date, ou toute disposition contenue dans cette législation, qui vise à mettre en application les normes de protection du travail énumérées ci-dessous telles que définies par l'Organisation internationale du Travail:

- (i) le droit d'association;
- (ii) le droit d'organisation et de négociation collective;
- (iii) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit;
- (iv) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi;
- (v) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

(e) "nationaux" désigne:

- (i) en ce qui concerne la Barbade, les personnes physiques dont la qualité de nationaux de la Barbade découle de la législation en vigueur à la Barbade;
- (ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

(f) "revenus" désigne:

les sommes produites par les investissements et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties et indemnités.

(g) "territoire" désigne:

(i) en ce qui concerne la Barbade, son territoire, sa mer territoriale et la zone économique exclusive définie par les lois nationales de la Barbade et conformément au droit international, comme une zone à l'intérieur de laquelle la Barbade est habilitée à exercer ses droits souverains ou sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles;

(ii) en ce qui concerne la Belgique et le Luxembourg, le territoire terrestre du Royaume de Belgique et le territoire terrestre du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Promotion et protection des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements de capitaux sur son territoire, créera des conditions favorables à leur réalisation par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements sous réserve de son droit d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par sa législation.
2. Les investissements effectués par des nationaux ou des sociétés de l'une des Parties contractantes bénéficieront en tout temps d'un traitement juste et équitable et jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité entières.
3. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public ou de la sécurité publique, aucune Partie contractante n'entravera, par des mesures arbitraires ou discriminatoires, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements réalisés sur son territoire par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.
4. Chacune des Parties contractantes se conformera à toutes les obligations contractées par rapport aux investissements réalisés par des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 3

Traitement national et nation la plus favorisée

1. Aucune Partie Contractante n'appliquera sur son territoire aux investissements ou aux revenus de nationaux ou de sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements ou aux revenus de ses propres nationaux ou sociétés ou aux investissements ou revenus de nationaux ou de sociétés de tout Etat tiers.
2. En ce qui concerne la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation des investissements, aucune Partie Contractante n'appliquera sur son territoire aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres nationaux ou sociétés ou aux nationaux ou sociétés de tout Etat tiers.
3. Pour éviter toute équivoque, il est confirmé que le traitement visé aux paragraphes (1) et (2) ci-dessus s'appliquera aux dispositions des Articles 1 à 15 du présent Accord.

ARTICLE 4

Indemnisation des pertes

Sans préjudice des autres dispositions du présent Accord, les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des pertes dues à une guerre ou à tout autre conflit armé, état d'urgence national ou révolte sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres types de dédommagements, qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, suivant le traitement le plus favorable aux investisseurs concernés. Les paiements en découlant seront librement transférables.

ARTICLE 5

Expropriation

1. Les investissements des nationaux ou des sociétés de chacune des Parties contractantes ne seront ni nationalisés, ni expropriés, ni soumis à des mesures ayant un effet équivalent à une nationalisation ou à une expropriation (désignées ci-après sous le terme d'"expropriation") sur le territoire de l'autre Partie contractante, si ce n'est pour des raisons d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national.

Les expropriations seront réalisées sur une base non discriminatoire et moyennant le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective. Le montant de l'indemnité correspondra à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant l'expropriation ou le moment où l'intention d'exproprier a été rendue publique, suivant la première situation qui se présente; les indemnités porteront intérêt au taux commercial applicable jusqu'à la date du paiement, elles seront versées sans retard injustifié, seront effectivement réalisables et librement transférables. Le national ou la société lésé(e) sera autorisé(e), en vertu de la législation de la Partie contractante qui a procédé à l'expropriation, à demander le réexamen dans les plus brefs délais, par une autorité judiciaire ou par toute autre autorité indépendante de ladite Partie contractante, de son cas et de l'évaluation de l'investissement, conformément aux principes énoncés dans le présent paragraphe.

2. Lorsqu'une Partie contractante exproprie les avoirs d'une société établie ou constituée conformément à la législation en vigueur sur n'importe quelle partie de son territoire, dans laquelle des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante détiennent des actions, elle veillera à ce que les dispositions du paragraphe (1) du présent Article soient appliquées dans la mesure nécessaire pour garantir le paiement sans délai d'une indemnité adéquate et effective aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante qui détiennent lesdites actions, au titre de leur investissement.

ARTICLE 6

Transferts

Chaque Partie contractante garantira aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les investissements et revenus, y compris tous les paiements y relatifs. Les transferts seront effectués sans délai dans la monnaie convertible dans laquelle les capitaux étaient investis à l'origine ou dans toute autre monnaie convertible, sans autres charges que les frais bancaires usuels. Sauf convention contraire avec l'investisseur, les transferts seront effectués au taux de change applicable à la date du transfert conformément à la réglementation des changes en vigueur.

ARTICLE 7

Exceptions

Les dispositions du présent Accord relatives à l'octroi d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux nationaux ou aux sociétés de l'une ou l'autre Partie contractante ou de tout Etat tiers ne pourront être interprétées comme obligeant une Partie contractante à étendre aux nationaux ou aux sociétés de l'autre Partie le bénéfice de tout traitement, préférence ou privilège résultant:

- (a) d'une union douanière, d'une zone de libre échange ou d'un marché commun existants ou futurs ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, à laquelle l'une ou l'autre des Parties contractantes est ou peut devenir partie, ou

- (b) de tout accord ou arrangement international concernant principalement ou exclusivement l'imposition ou de toute législation nationale concernant principalement ou exclusivement l'imposition.

ARTICLE 8

Règlement des différends relatifs aux investissements

1. Tout différend relatif à un investissement entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite de la part de l'investisseur à l'autre Partie contractante.

Dans la mesure du possible, les parties au différend tenteront de le régler par des négociations à l'amiable.

2. A défaut de règlement du différend dans les trois mois de la notification, celui-ci sera soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur:

- (a) à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (ci-après dénommée la "Convention de New York");

- (b) au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965;

- (c) à un tribunal arbitral (composé de trois arbitres) établi

- (i) conformément aux règles d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale ou de la London Court of International Arbitration (L.C.I.A.), qui tranchera le différend selon lesdites règles; et

- (ii) sur le territoire d'un Etat partie à la Convention de New York.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection ou comme moyen de défense, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 10 du présent Accord.
5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences et à s'y conformer en conformité avec sa législation nationale et les accords internationaux applicables.

ARTICLE 9

Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord seront réglés, si possible, par la voie diplomatique.
2. Si un différend entre les Parties contractantes ne peut être réglé de cette manière, il sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal arbitral.
3. Ledit tribunal arbitral sera constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante. Dans les deux mois à compter de la réception de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désignera un membre du tribunal. Ces deux membres choisiront alors un ressortissant d'un Etat tiers qui sera désigné comme Président du tribunal, moyennant l'accord des deux Parties contractantes. Le Président sera désigné dans les deux mois à compter de la date à laquelle les deux autres membres ont été désignés.
4. Si les désignations n'ont pas eu lieu dans les délais spécifiés au paragraphe (3) du présent Article, l'une ou l'autre Partie contractante pourra, en l'absence de tout autre arrangement, demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations nécessaires. Si le Président de la Cour est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président de la Cour est lui aussi ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante, ou s'il est également empêché d'exercer cette fonction, le membre le plus élevé en rang de la Cour Internationale de Justice et qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions seront obligatoires pour les deux Parties contractantes. Chaque Partie contractante supportera les frais du membre du tribunal qu'elle a désigné, ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure d'arbitrage; les frais du Président et les autres frais seront supportés à parts égales par les Parties contractantes. Le tribunal arbitral pourra toutefois stipuler dans sa décision qu'une part plus importante de ces frais sera supportée par une des deux Parties contractantes, et cette sentence sera obligatoire pour les deux Parties contractantes. Le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure.

ARTICLE 10

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes ou l'organisme désigné par celle-ci a assuré une forme quelconque d'indemnisation au titre de tout investissement réalisé par ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie contractante et a payé auxdits investisseurs des indemnités au titre des créances qu'ils ont fait valoir en vertu du présent Accord, l'autre Partie contractante reconnaîtra que la première Partie contractante ou l'organisme désigné par celle-ci est autorisé, par voie de subrogation, à exercer les droits et à faire valoir les créances appartenant auxdits investisseurs. Les droits ou créances transférés par voie de subrogation ne seront pas plus étendus que les droits ou créances initiaux desdits investisseurs.

ARTICLE 11

Environnement

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse les niveaux de protection de l'environnement convenus à l'échelon international et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.

ARTICLE 12

Travail

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.

2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale du travail aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune autre façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et les normes internationales du travail énoncées au paragraphe (d) de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

ARTICLE 13

Application d'autres règles

Si les dispositions législatives de l'une ou l'autre Partie contractante ou des obligations en vertu du droit international en vigueur actuellement entre les Parties contractantes ou contractées dans l'avenir, en plus du présent Accord, contiennent des règles de caractère général ou particulier, par l'effet duquel les investissements des nationaux ou des sociétés de l'autre Partie contractante bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé par le présent Accord, ces règles, pour autant qu'elles soient plus favorables, prévaudront sur le présent Accord.

ARTICLE 14

Champ d'application

Le présent Accord s'appliquera à tous les investissements effectués avant ou après son entrée en vigueur par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Toutefois, les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas aux créances liées à des événements survenus avant son entrée en vigueur ni aux créances qui ont été réglées avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 15

Réunions

1. Les représentants des Parties contractantes organiseront des réunions aux fins:
 - (a) d'évaluer la mise en œuvre du présent Accord;

- (b) d'échanger des informations sur les aspects juridiques et les possibilités d'investissement;
 - (c) d'examiner les différends en rapport avec les investissements;
 - (d) de formuler des propositions en matière de promotion des investissements; et
 - (e) d'étudier d'autres questions liées aux investissements.
2. Si l'une des Parties contractantes demande une réunion de concertation sur l'un des points visés au paragraphe 1 du présent Article, l'autre Partie contractante lui transmettra sans délai par la voie diplomatique sa réponse au sujet de la concertation, qui sera organisée alternativement à Bruxelles et à Bridgetown.

ARTICLE 16

Entrée en vigueur

Chacune des Parties contractantes informera l'autre Partie contractante de l'accomplissement des procédures légales internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entrera en vigueur le jour qui suit la date de réception de la dernière des notifications.

ARTICLE 17

Durée et dénonciation

1. Le présent Accord restera en vigueur pour une période de dix ans. Il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura envoyé à l'autre Partie contractante une notification de dénonciation.
2. En ce qui concerne les investissements effectués avant la date à laquelle la notification de dénonciation du présent Accord sortira ses effets, les dispositions des Articles 1 à 15 leur resteront applicables pour une période supplémentaire de vingt ans à compter de ladite date.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.


FAIT à Bruxelles, le 29 mai 2009, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

**POUR L'UNION ECONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE:**


POUR LA BARBADE:

**Pour le Royaume
de Belgique:**

**Pour le Grand-Duché
de Luxembourg:**



**Olivier CHASTEL,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères**



**Maxine McCLEAN,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur**

Pour la Région wallonne:



Pour la Région flamande:

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

**Pour la Région
de Bruxelles-Capitale:**

A handwritten signature in black ink, similar in style to the one above, with loops and a long horizontal stroke.

OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
BARBADOS
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING
VAN INVESTERINGEN

**OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
BARBADOS
INZAKE
DE WEDERZIJDSE BEVORDERING EN BESCHERMING
VAN INVESTERINGEN**

**HET KONINKRIJK BELGIË,
HET VLAAMSE GEWEST,
HET WAALSE GEWEST,
en HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST,
alsmede
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG**

en

BARBADOS

(hierna afzonderlijk te noemen “de Overeenkomstsluitende Partij” of gezamenlijk “de Overeenkomstsluitende Partijen”),

VERLANGENDE voor omvangrijke investeringen door onderdanen en ondernemingen van de ene Overeenkomstsluitende Partij gunstige voorwaarden te scheppen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij;

ERKENNENDE dat de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen op grond van een internationale overeenkomst zal aanzetten tot meer individueel zakelijk initiatief en de welvaart voor de Overeenkomstsluitende Partijen zal vergroten;

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent de term:

(a) "ondernemingen":

- (i) met betrekking tot Barbados, elke vennootschap, firma en vereniging die in overeenstemming met de wetgeving van Barbados is opgericht of gevormd;
- (ii) met betrekking tot België en Luxemburg, elke vennootschap, firma of vereniging die in overeenstemming met de wetgeving van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg is opgericht of gevormd en waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd op het grondgebied van het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst zal een onderneming die werd opgericht of gevormd in overeenstemming met de wetgeving van een van de Overeenkomstsluitende Partijen, maar die feitelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks, wordt beheerd door onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij, worden beschouwd als een onderneming van deze laatste Overeenkomstsluitende Partij.

(b) "milieuwetgeving":

de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Partijen die van kracht is op de datum van ondertekening van deze Overeenkomst of die na deze datum werd aangenomen, of bepalingen uit die wetgeving, die in de eerste plaats gericht zijn op de bescherming van het milieu of op het voorkomen van een gevaar voor het leven of de gezondheid van mens, dier en planten, door:

- (i) het voorkomen, verminderen of beheersen van de introductie, de lozing of de emissie van verontreinigende stoffen of contaminanten;
- (ii) de controle op chemicaliën, stoffen, materialen en afvalstoffen die gevaarlijk of schadelijk zijn voor het milieu, en de verspreiding van daarmee verband houdende informatie;
- (iii) de bescherming of de instandhouding van in het wild levende dier- en plantensoorten met inbegrip van bedreigde soorten, hun habitat en de speciaal beschermde natuurgebieden op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen.

(c) "investering":

alle soorten vermogensbestanddelen en elke rechtstreekse of onrechtstreekse inbreng in speciën, natura of diensten, die rechtstreeks of onrechtstreeks worden geïnvesteerd of geïnvesteed.

Als investeringen in die zin gelden in het bijzonder, doch niet uitsluitend:

- (i) roerende en onroerende goederen, alsmede andere zakelijke rechten zoals hypotheken, retentierechten of pandrechten;
- (ii) aandelen, deelbewijzen en obligaties van een onderneming en alle andere vormen van deelneming in een onderneming;
- (iii) tegoeden en gelijk welke prestatie volgens overeenkomst die financiële waarde heeft; en
- (iv) intellectuele eigendomsrechten, goodwill, technische werkwijzen en knowhow;
- (v) publiekrechtelijke of contractuele concessies, waaronder die tot het opsporen, ontwikkelen, winnen of exploiteren van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen in de rechtsvorm waarin vermogensbestanddelen of inbreng in speciën, natura of diensten rechtstreeks of onrechtstreeks werden geïnvesteerd of geherinvesteerd doen geen afbreuk aan de omschrijving ervan als investeringen.

(d) "arbeidswetgeving":

elke wetgeving die bij de Overeenkomstsluitende Partijen van kracht is op de datum van ondertekening van deze Overeenkomst of die na de datum van ondertekening wordt aangenomen, of bepalingen uit die wetgeving die rechtstreeks verband houden met de volgende internationaal erkende rechten van werknemers, zoals bepaald door de Internationale Arbeidsorganisatie:

- (i) het recht op vereniging;
- (ii) het recht op organisatie en collectieve onderhandeling;
- (iii) het verbod op het gebruik van enige vorm van dwang- of slavenarbeid;
- (iv) een minimumleeftijd voor de tewerkstelling van kinderen;
- (v) redelijke arbeidsomstandigheden op het gebied van minimumloon, aantal werkuren, veiligheid en gezondheid.

(e) "onderdanen":

- (i) met betrekking tot Barbados, natuurlijke personen die volgens de wetgeving van Barbados worden beschouwd als onderdanen van Barbados;
- (ii) met betrekking tot België en Luxemburg, elk natuurlijk persoon die volgens de wetgeving van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg wordt beschouwd als een onderdaan van respectievelijk het Koninkrijk België of van het Groothertogdom Luxemburg.

(f) "opbrengst":

de bedragen die een investering oplevert, en met name, doch niet uitsluitend, winst, rente, vermogensaanwas, dividenden, royalties en uitkeringen.

(g) "grondgebied":

(i) met betrekking tot Barbados, het grondgebied van Barbados, de territoriale zee en de exclusieve economische zone, die volgens het nationaal recht van Barbados en overeenkomstig het internationaal recht wordt beschouwd als een gebied waarin Barbados soevereine rechten en rechtsmacht uitoefent met het oog op de opsporing, de winning en het behoud van de natuurlijke rijkdommen;

(ii) met betrekking tot België en Luxemburg, het grondgebied van het Koninkrijk België en het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg, evenals de zeegebieden, d.w.z. de gebieden op en onder zee die zich voorbij de territoriale wateren van het Koninkrijk België uitstrekken en waarin laatstgenoemde, overeenkomstig het internationaal recht, soevereine rechten en rechtsmacht uitoefent met het oog op de opsporing, de winning en het behoud van de natuurlijke rijkdommen.

ARTIKEL 2

Bevordering en bescherming van investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij steunt en bevordert op haar grondgebied kapitaalsinvesteringen door onderdanen en ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij en laat zodanige investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.
2. Alle investeringen door onderdanen of ondernemingen van een der Overeenkomstsluitende Partijen genieten te allen tijde op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een eerlijke en rechtvaardige behandeling en een volledige bescherming en zekerheid.
3. Onder voorbehoud van maatregelen die noodzakelijk zijn voor de handhaving van de openbare orde of de openbare veiligheid, mag geen van de Overeenkomstsluitende Partijen op haar grondgebied onredelijke of discriminatoire maatregelen nemen die, in rechte of in feite, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de liquidatie van deze investeringen op haar grondgebied door onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij zou kunnen belemmeren.
4. Elke Overeenkomstsluitende Partij komt alle verplichtingen na die verbonden zijn aan investeringen door onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij.

ARTIKEL 3

Nationale behandeling en meest begunstigde natie

1. Geen van de Overeenkomstsluitende Partijen mag op haar grondgebied investeringen of opbrengsten van onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling toekennen die minder gunstig is dan de behandeling die wordt toegekend aan investeringen of opbrengsten van haar eigen onderdanen of ondernemingen of aan investeringen of opbrengsten van onderdanen of ondernemingen van een derde Staat.
2. Met betrekking tot de werking, het beheer, het onderhoud, het gebruik, het genot, de vervreemding van investeringen mag geen van de Overeenkomstsluitende Partijen onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij op haar grondgebied een behandeling toekennen die minder gunstig is dan de behandeling die wordt toegekend aan haar eigen onderdanen of ondernemingen of aan onderdanen of ondernemingen van een derde Staat.
3. Om twijfel uit te sluiten wordt hierbij bevestigd dat het bepaalde in de hogervermelde leden (1) en (2) van toepassing is op de bepalingen van Artikel 1 tot 15 van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 4

Schadeloosstelling voor verliezen

Onverminderd de andere bepalingen van deze Overeenkomst wordt aan investeerders van de ene Overeenkomstsluitende Partij van wie de investeringen verliezen lijden wegens oorlog of een ander gewapend conflict, revolutie, een nationale noodtoestand of opstand op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, door laatstgenoemde, wat de restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere regeling betreft, geen minder gunstige behandeling toegekend dan die welke die Overeenkomstsluitende Partij aan haar eigen investeerders of aan investeerders van de meest begunstigde natie toekent. De meest gunstige behandeling voor de betrokken investeerders krijgt de voorkeur. De overeenkomstige betalingen kunnen vrij worden overgemaakt.

ARTIKEL 5

Onteigening

1. Investerings van onderdanen of ondernemingen van een Overeenkomstsluitende Partij worden op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij niet genationaliseerd of onteigend noch worden ze anderszins onderworpen aan maatregelen die gelijk staan met nationalisatie of onteigening (hierna te noemen "onteiening"), tenzij deze maatregelen in het openbaar belang zijn of de nationale veiligheid of het nationaal belang van die Partij beogen.

De onteigening gebeurt op niet discriminatoire wijze en mits onmiddellijke uitkering van een passende en reële schadeloosstelling. Het bedrag van de schadeloosstelling komt overeen met de billijke marktwaarde van de onteigende investering op het tijdstip onmiddellijk voorafgaand aan de onteigening of aan de openbaarmaking van de op handen zijnde onteigening, naargelang van welke situatie zich eerder voordoet. De schadeloosstelling levert tevens rente op tegen een commerciële rentevoet tot de datum van uitkering. Ze wordt zonder onnodige vertraging uitbetaald, moet te gelde kunnen worden gemaakt en kan vrij worden overgemaakt. De onderdaan of onderneming die het voorwerp is van een onteigening kan, volgens de wet van de onteigende Overeenkomstsluitende Partij, bij een gerechtelijke of andere onafhankelijke autoriteit van de Partij, een verzoek tot onmiddellijke behandeling van zijn/haar zaak en van de waardebeoordeling van zijn/haar investeringen indienen, in overeenstemming met de in dit artikel genoemde beginselen.

2. Wanneer een Overeenkomstsluitende Partij de vermogensbestanddelen onteigent van een onderneming die is opgericht of gevormd overeenkomstig haar wetgeving, die zich op welk deel van haar grondgebied dan ook bevindt, en waarin onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij aandelen hebben, dient zij ervoor te zorgen dat de bepalingen van lid (1) van dit Artikel worden toegepast teneinde een onmiddellijke, voldoende en effectieve schadeloosstelling te waarborgen voor de investeringen van onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij die eigenaar zijn van deze aandelen.

ARTIKEL 6

Overmakingen

Elke Overeenkomstsluitende Partij waarborgt voor investeringen van onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij de vrije overmaking van hun investeringen en opbrengst, met inbegrip van alle betalingen die er verband mee houden. Alle overmakingen gebeuren zonder vertraging, in de vrij inwisselbare munt waarin het kapitaal oorspronkelijk werd geïnvesteerd of in elke andere vrij inwisselbare munt, zonder verdere onkosten dan de gebruikelijke bankkosten. Tenzij anders overeengekomen met de investeerder gebeuren alle overmakingen tegen de marktwisselkoers die op de datum van overmaking van toepassing is, overeenkomstig de geldende deviezenregeling.

ARTIKEL 7

Uitzonderingen

De bepalingen van deze Overeenkomst inzake het toekennen van een behandeling die niet minder gunstig is dan de behandeling die wordt toegekend aan de onderdanen en ondernemingen van elk van de Overeenkomstsluitende Partijen of van een derde Staat, mogen niet worden opgevat als een verplichting voor een Overeenkomstsluitende Partij om aan de onderdanen en ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij het voordeel van enige behandeling, voorkeur of voorrecht te verlenen dat voortvloeit uit:

- (a) een bestaande of toekomstige douane-unie of vrijhandelszone, gemeenschappelijke markt of enige andere vorm van regionale economische organisatie waarbij een van de Overeenkomstsluitende Partijen is aangesloten of zal aansluiten, of
- (b) elke internationale overeenkomst of regeling die geheel of hoofdzakelijk betrekking heeft op belastingzaken of elke wetgeving van het land zelf die geheel of hoofdzakelijk betrekking heeft op belastingzaken.

ARTIKEL 8

Regeling van investeringsgeschillen

1. Van elk investeringsgeschil tussen een investeerder van de ene Overeenkomstsluitende Partij en de andere Overeenkomstsluitende Partij wordt door de investeerder schriftelijk kennis gegeven aan de andere Overeenkomstsluitende Partij.

De Partijen dienen ernaar te streven geschillen in de mate van het mogelijke door onderhandeling te regelen.

2. Wanneer het geschil niet binnen drie maanden na ontvangst van de kennisgeving kan worden geregeld, wordt het, naar keuze van de investeerder, voorgelegd aan hetzij de bevoegde rechtsmacht van de Staat waar de investering werd gedaan, hetzij aan internationale arbitrage.

Elke Overeenkomstsluitende Partij geeft daartoe haar voorafgaande en onherroepelijke toestemming elk geschil aan zodanige arbitrage te onderwerpen. Deze toestemming houdt in dat beide Partijen afstand doen van het recht om de uitputting van alle nationale administratieve en rechtsmiddelen te verzoeken.

3. In geval van internationale arbitrage, wordt het geschil naar keuze van de investeerder voorgelegd aan één van de volgende instellingen:

- (a) een scheidsgerecht ad hoc, ingesteld volgens de arbitrageregels van de Commissie van de Verenigde Naties voor Internationaal Handelsrecht (U.N.C.I.T.R.A.L.) op het grondgebied van een staat die partij is bij het VN-Verdrag over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken (hierna genoemd het "Verdrag van New-York");
- (b) het Internationale Centrum voor Beslechting van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), dat is opgericht krachtens het Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten, dat op 18 maart 1965 te Washington voor ondertekening werd opengesteld;
- (c) een scheidsgerecht (bestaande uit drie scheidsmannen) dat is samengesteld
 - (i) overeenkomstig de arbitrageregels van de Internationale Kamer van Koophandel of the London Court of International Arbitration (L.C.I.A.), die het geschil onder genoemde regels zullen beslechten; en
 - (ii) op het grondgebied van een Staat die partij is bij het Verdrag van New York.

4. Geen van de bij een geschil betrokken Overeenkomstsluitende Partijen, zal in enig stadium van de arbitrageprocedure of van de uitvoering van een scheidsrechterlijke uitspraak als bezwaar of als verweer kunnen aanvoeren dat de investeerder die tegenpartij is bij het geschil, een vergoeding ter uitvoering van een verzekeringspolis of van de in Artikel 10 van deze Overeenkomst vermelde waarborg heeft ontvangen, die het geheel of een gedeelte van zijn verliezen dekt.
5. De uitspraken van het scheidsgerecht zijn onherroepelijk en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe ze uit te voeren en na te leven overeenkomstig haar nationale wetgeving en de toepasselijke internationale overeenkomsten die van kracht zijn.

ARTIKEL 9

Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen

1. Geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst worden zoveel mogelijk langs diplomatieke weg beslecht.
2. Wanneer een geschil niet op die manier kan worden beslecht, wordt het op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij voorgelegd aan een scheidsgerecht.
3. Voornoemd scheidsgerecht wordt voor elk geval afzonderlijk op de volgende wijze samengesteld: binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek tot arbitrage, benoemt elke Overeenkomstsluitende Partij een lid van het scheidsgerecht. Beide scheidsmannen kiezen een onderdaan van een derde Staat die, mits de twee Overeenkomstsluitende Partijen hiermee instemmen, wordt benoemd tot voorzitter van het scheidsgerecht. De voorzitter wordt benoemd binnen twee maanden na de datum waarop de twee andere leden werden benoemd.
4. Indien binnen de in lid 3 van dit Artikel vermelde termijnen, de noodzakelijke benoemingen niet werden verricht, kan elke Overeenkomstsluitende Partij, bij gebrek aan enige andere afspraak, de Voorzitter van het Internationale Gerechtshof verzoeken de noodzakelijke benoemingen te verrichten. Indien de Voorzitter onderdaan is van een van de Overeenkomstsluitende Partijen of anderszins verhinderd is bedoelde functie uit te oefenen, wordt de Vice-Voorzitter van het Internationale Gerechtshof verzocht de benoemingen te verrichten. Wanneer de Vice-Voorzitter ook een onderdaan is van een van de Overeenkomstsluitende Partijen of verhinderd is bedoelde functie uit te oefenen, wordt het lid van het Internationale Gerechtshof dat na hem het hoogst in anciënniteit is en dat geen onderdaan is van een van beide Overeenkomstsluitende Partijen, verzocht de benoemingen te verrichten.

5. Het scheidsgerecht doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. De uitspraak is bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten van de door haar benoemde scheidsman en die van haar vertegenwoordiging in de arbitrageprocedure; de kosten van de voorzitter en de overige kosten worden door beide Overeenkomstsluitende Partijen in gelijke delen gedragen. Het staat het scheidsgerecht evenwel vrij in zijn uitspraak te bepalen dat een van beide Overeenkomstsluitende Partijen een hoger aandeel in de kosten moet dragen. Deze uitspraak is bindend voor beide Overeenkomstsluitende Partijen. Het scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast.

ARTIKEL 10

Subrogatie

Indien één van de Overeenkomstsluitende Partijen of haar aangewezen instantie een schadeloosstelling garandeert voor investeringen van haar eigen investeerders op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij en aan die investeerders uitkeringen heeft gedaan ingevolge hun schuldvorderingen krachtens deze Overeenkomst, erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij dat de eerste Overeenkomstsluitende Partij of haar aangewezen instantie door subrogatie in de rechten en schuldvorderingen van de investeerders is getreden. De gesubrogeerde rechten of schuldvorderingen mogen de oorspronkelijke rechten of schuldvorderingen van deze investeerders niet overtreffen.

ARTIKEL 11

Milieu

1. In het besef dat elke Overeenkomstsluitende Partij het recht heeft haar eigen niveau van nationale milieubescherming te bepalen en de beleidslijnen en prioriteiten ter zake van milieu en ontwikkeling vast te leggen alsmede haar milieuwetgeving dienovereenkomstig aan te nemen of te wijzigen, dient elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe te zien dat haar wetgeving beantwoordt aan het internationaal overeengekomen niveau van milieubescherming en dient zij alles in het werk te stellen om deze wetgeving voortdurend bij te sturen.
2. De Overeenkomstsluitende Partijen erkennen dat het niet passend is de nationale milieuwetgeving te versoepelen teneinde investeringen aan te moedigen. Elke Overeenkomstsluitende Partij dient er dan ook op toe te zien dat geen vrijstelling of enige andere afwijking van deze wetgeving wordt toegestaan en dat ook geen mogelijkheid tot vrijstelling of andere afwijking wordt geboden teneinde het doen, onderhouden of uitbreiden van een investering op haar grondgebied aan te moedigen.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen bevestigen andermaal de verbintenissen die ze zijn aangegaan krachtens internationale milieu-overeenkomsten, waarmee ze hebben ingestemd. Ze zien erop toe dat de voornoemde verbintenissen ten volle worden erkend en beschermd middels hun nationale wetgeving.

ARTIKEL 12

Arbeid

1. In het besef dat elke Overeenkomstsluitende Partij het recht heeft haar eigen nationale arbeidsnormen vast te leggen en haar arbeidswetgeving dienovereenkomstig aan te nemen of te wijzigen, dient elke Overeenkomstsluitende Partij erop toe te zien dat haar wetgeving arbeidsnormen vastlegt die in overeenstemming zijn met de internationaal erkende arbeidsnormen, als bepaald in lid (d) van Artikel 1, en dient ze deze voortdurend bij te sturen.
2. De Overeenkomstsluitende Partijen erkennen dat het niet passend is de nationale arbeidswetgeving te versoepelen teneinde investeringen aan te moedigen. Elke Overeenkomstsluitende Partij dient er dan ook op toe te zien dat geen vrijstelling of enige andere afwijking van deze wetgeving wordt toegestaan en dat ook geen mogelijkheid tot vrijstelling of andere afwijking wordt geboden teneinde het doen, onderhouden of uitbreiden van een investering op haar grondgebied aan te moedigen.
3. De Overeenkomstsluitende Partijen bevestigen andermaal de verbintenissen die ze zijn aangegaan als lid van de Internationale Arbeidsorganisatie alsmede hun verbintenissen op grond van de Verklaring van de ILO over de fundamentele beginselen en rechten met betrekking tot werk en de follow-up ervan. De Overeenkomstsluitende Partijen zien erop toe dat de arbeidsbeginselen en de internationaal erkende arbeidsnormen, als bepaald in lid (d) van Artikel 1, worden erkend en beschermd middels hun nationale wetgeving.

ARTIKEL 13

Toepassing van andere regels

Wanneer de wettelijke bepalingen van een van de Overeenkomstsluitende Partijen dan wel verplichtingen krachtens het internationaal recht die naast deze Overeenkomst tussen de Overeenkomstsluitende Partijen bestaan of op een later tijdstip worden geregeld, algemene of specifieke regels bevat waardoor investeringen door onderdanen of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij aanspraak maken op een behandeling die gunstiger is dan de behandeling waarin deze Overeenkomst voorziet, dan gelden de regels die gunstiger zijn, onverminderd de bepalingen van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 14

Toepassing van de Overeenkomst

Deze Overeenkomst is van toepassing op alle investeringen die vóór of na de inwerkingtreding van deze overeenkomst werden gedaan door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij. De bepalingen van deze Overeenkomst zijn evenwel niet van toepassing op schuldvorderingen ingevolge gebeurtenissen of verbintenissen die dateren van vóór de inwerkingtreding van deze overeenkomst.

ARTIKEL 15

Vergaderingen

1. De vertegenwoordigers van de Overeenkomstsluitende Partijen organiseren vergaderingen met als doel:
 - (a) de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst te toetsen;
 - (b) informatie uit te wisselen over juridische aspecten en investeringsmogelijkheden;
 - (c) investeringsgeschillen te bespreken;
 - (d) voorstellen rond de bevordering van investeringen te formuleren; en
 - (e) andere onderwerpen die met investeringen verband houden te bestuderen.
2. Wanneer een van de Overeenkomstsluitende Partijen overleg wenst te plegen over punten uit lid 1 van dit Artikel, geeft de andere Overeenkomstsluitende Partij langs diplomatieke weg onmiddellijk een antwoord aangaande een overlegvergadering, die beurtelings in Brussel of in Bridgetown wordt georganiseerd.

ARTIKEL 16

Inwerkingtreding

Elke Overeenkomstsluitende Partij stelt de andere Overeenkomstsluitende Partij ervan in kennis dat aan haar nationale wettelijke vereisten voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst is voldaan. Deze Overeenkomst treedt in werking de dag na de datum van ontvangst van de laatste kennisgeving.

ARTIKEL 17

Duur en beëindiging

1. Deze Overeenkomst blijft van kracht gedurende een tijdvak van tien jaar. Daarna blijft zij van kracht tot twaalf maand volgend op de datum waarop elke Overeenkomstsluitende Partij de andere Overeenkomstsluitende Partij schriftelijk in kennis heeft gesteld van de beëindiging van deze Overeenkomst.
2. Ten aanzien van investeringen die vóór de datum waarop de mededeling van beëindiging van deze Overeenkomst geldt werden gedaan, blijven de bepalingen van Artikel 1 tot 15 van kracht gedurende een bijkomend tijdvak van twintig jaar vanaf de datum van beëindiging.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, naar behoren gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

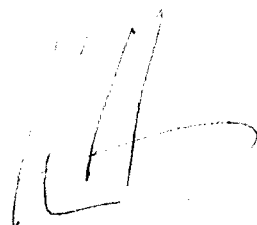
GEDAAN te Brussel, op 29 mei 2009, in tweevoud in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek. In geval van verschil in uitlegging is de Engelse tekst doorslaggevend.

**VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE
ECONOMISCHE UNIE:**

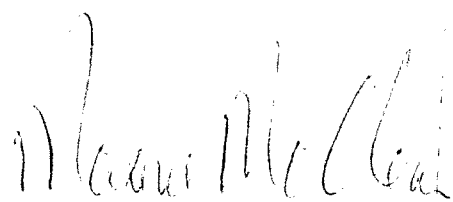
VOOR BARBADOS:

Voor het Koninkrijk
België:

Voor het Groothertogdom
Luxemburg:

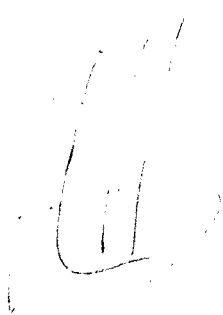


**Olivier CHASTEL,
Staatssecretaris
voor Buitenlandse Zaken**

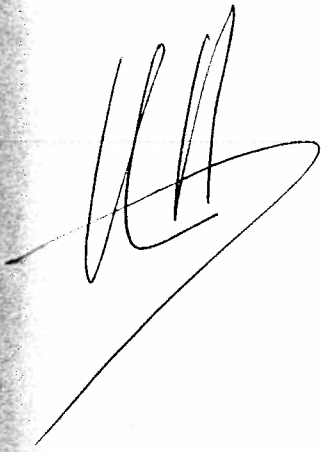


**Maxine McCLEAN,
Minister van Buitenlandse Zaken
en Buitenlandse Handel**

Voor het Vlaamse Gewest:



Voor het Waalse Gewest:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes followed by a large, sweeping horizontal stroke that curves upwards at the end.

Voor het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest:

A handwritten signature in black ink, very similar to the one above, with vertical strokes and a large, sweeping horizontal stroke.

AGREEMENT
BETWEEN
THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
AND
BARBADOS
FOR
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION
OF INVESTMENTS

**AGREEMENT
BETWEEN
THE BELGIUM-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION
AND
BARBADOS
FOR
THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION
OF INVESTMENTS**

**THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE WALLOON REGION,
THE FLEMISH REGION,
and THE BRUSSELS-CAPITAL REGION,
as well as
THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG**

and

BARBADOS

(hereinafter individually referred to as “the Contracting Party”, or collectively referred to as “the Contracting Parties”),

DESIRING to create favourable conditions for greater investment by nationals and companies of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party;

RECOGNISING that the encouragement and reciprocal protection under international agreement of such investments will be conducive to the stimulation of individual business initiatives and will increase prosperity in the Contracting Parties;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1

Definitions

For the purposes of this Agreement:

(a) "companies" means:

- (i) in respect of Barbados, corporations, firms and associations incorporated or constituted under the law in force in Barbados;
- (ii) in respect of Belgium and Luxembourg, any corporation, firm or association incorporated or constituted in accordance with the legislation of the Kingdom of Belgium or the Grand-Duchy of Luxembourg and having its registered office in the territory of the Kingdom of Belgium or the Grand-Duchy of Luxembourg.

For the purposes of this Agreement, a company incorporated or constituted under the law of one Contracting Party but effectively controlled, directly or indirectly, by nationals or companies of the other Contracting Party, shall be treated as a company of the latter Contracting Party.

(b) "environmental legislation" means:

any legislation of the Contracting Parties in force at the date of the signature of this Agreement or passed after the date thereof or any provision of such legislation, the primary purpose of which is the protection of the environment, or the prevention of a danger to human, animal, or plant life or health, through:

- (i) the prevention, abatement or control of the release, discharge, or emission of pollutants or environmental contaminants;
- (ii) the control of environmentally hazardous or toxic chemicals, substances, materials and wastes, and the dissemination of information related thereto;
- (iii) the protection or conservation of wild flora or fauna, including endangered species, their habitat, and specially protected natural areas in the Contracting Party's territory.

(c) "investment" means:

every kind of asset and any contribution in cash, in kind or in services, invested or reinvested directly or indirectly and particularly, though not exclusively, includes:

- (i) movable and immovable property and any other property rights such as mortgages, liens or pledges;
- (ii) shares in and stock and debentures of a company and any other form of participation in a company;

- (iii) claims to money or to any performance under contract having a financial value; and
- (iv) intellectual property rights, goodwill, technical processes and know-how;
- (v) business concessions conferred by law or under contract, including concessions to search for, cultivate, extract or exploit natural resources.

A change in the form in which assets or contributions in cash, in kind, or in services, invested or reinvested directly or indirectly does not affect their character as investments.

- (d) "labour legislation" means:

any legislation of the Contracting Parties in force at the date of the signature of this Agreement or passed after the date thereof or any provision of such legislation that purports to give effect to the following international labour standards as defined by the International Labour Organisation:

- (i) the right of association;
- (ii) the right to organise and bargain collectively;
- (iii) a prohibition on the use of any form of forced or compulsory labour;
- (iv) a minimum age for the employment of children;
- (v) acceptable conditions of work with respect to minimum wages, hours of work, and occupational safety and health.

- (e) "nationals" means:

- (i) in respect of Barbados, physical persons deriving their status as Barbados nationals from the law in force in Barbados;
- (ii) in respect of Belgium and Luxembourg, any natural person who, according to the legislation of the Kingdom of Belgium or the Grand-Duchy of Luxembourg, is considered as a citizen of the Kingdom of Belgium or the Grand-Duchy of Luxembourg.

- (f) "returns" means:

the amounts yielded by an investment and in particular, though not exclusively, includes profit, interest, capital gains, dividends, royalties and fees.

- (g) "territory" means:

- (i) in respect of Barbados, the territory thereof, the territorial sea and the exclusive economic zone designated under the national laws of Barbados in accordance with international law as an area within which Barbados has sovereign rights and jurisdiction to explore, exploit and preserve the natural resources;

- (ii) in respect of Belgium and Luxembourg, the land territory of the Kingdom of Belgium and the land territory of the Grand-Duchy of Luxembourg, as well as the maritime areas, i.e. the marine and underwater areas which extend beyond the territorial waters of the Kingdom of Belgium upon which it exercises, in accordance with international law, its sovereign rights and its jurisdiction for the purpose of exploring, exploiting and preserving natural resources.

ARTICLE 2

Promotion and Protection of Investment

1. Each Contracting Party shall encourage and create favourable conditions for nationals or companies of the other Contracting Party to invest capital in its territory, and, subject to its right to exercise powers conferred by its laws, shall admit such capital.
2. Investments of nationals or companies of each Contracting Party shall at all times be accorded fair and equitable treatment and shall enjoy full protection and security in the territory of the other Contracting Party.
3. Except for measures required to maintain public order or public safety, neither Contracting Party shall in its territory impair, either in law or in practice, by arbitrary or discriminatory measures the management, maintenance, use, enjoyment or disposal of investments in its territory of nationals or companies of the other Contracting Party.
4. Each Contracting Party shall observe any obligation it may have entered into with regard to investments of nationals or companies of the other Contracting Party.

ARTICLE 3

National Treatment and Most-Favoured-Nation Provisions

1. Neither Contracting Party shall in its territory, subject investments or returns of nationals or companies of the other Contracting Party to treatment less favourable than that which it accords to investments or returns of its own nationals or companies or to investments or returns of nationals or companies of any Third State.
2. Neither Contracting Party shall in its territory subject nationals or companies of the other Contracting Party, as regards their management, maintenance, use, enjoyment or disposal of their investments, to treatment less favourable than that which it accords to its own nationals or companies or to nationals or companies of any Third State.

3. For the avoidance of doubt it is confirmed that the treatment provided for in paragraphs (1) and (2) above shall apply to the provisions of Articles 1 to 15 of this Agreement.

ARTICLE 4

Compensation for Losses

Without prejudice to the other provisions of this Agreement, investors of one Contracting Party whose investments suffer losses owing to war or other armed conflict, revolution, a state of national emergency or revolt in the territory of the other Contracting Party shall be granted by the latter Contracting Party a treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, no less favourable than that which the latter Contracting Party grants to its own investors or to the investors of the most favoured nation, whichever is more favourable to the investors concerned. Resulting payments shall be freely transferable.

ARTICLE 5

Expropriation

1. Investments of nationals or companies of either Contracting Party shall not be nationalised, expropriated or subjected to measures having effect equivalent to nationalisation or expropriation (hereinafter referred to as "expropriation") in the territory of the other Contracting Party except for a public purpose, security or national interest of that Party on a non-discriminatory basis and against prompt, adequate and effective compensation. Such compensation shall amount to the fair market value of the investment expropriated immediately before the expropriation or before the impending expropriation became public knowledge, whichever is the earlier, shall include interest at a normal commercial rate until the date of payment, shall be made without delay be effectively realizable and be freely transferable. The national or company affected shall have a right, under the law of the Contracting Party making the expropriation, to prompt review, by a judicial or other independent authority of the Party, of his or its case and of the valuation of his or its investment in accordance with the principles set out in this paragraph.
2. Where a Contracting Party expropriates the assets of a company which is incorporated or constituted under the law in force in any part of its own territory, and in which nationals or companies of the other Contracting Party own shares, it shall ensure that the provisions of paragraph (1) of this Article are applied to the extent necessary to guarantee prompt, adequate and effective compensation in respect of their investment to such nationals or companies of the other Contracting Party who are owners of those shares.

ARTICLE 6

Transfers

Each Contracting Party shall in respect of investments guarantee to nationals or companies of the other Contracting Party the free transfer of all investments and returns including all payments relating thereto. Transfers shall be affected without delay in the convertible currency in which the capital was originally invested or in any other convertible currency with no other expenses than the usual banking cost. Unless otherwise agreed by the investor transfers shall be made at the rate of exchange applicable on the date of transfer pursuant to the exchange regulations in force.

ARTICLE 7

Exceptions

The provisions of this Agreement relative to the grant of treatment no less favourable than that accorded to the nationals or companies of either Contracting Party or of any Third State shall not be construed so as to oblige one Contracting Party to extend to the nationals or companies of the other the benefit of any treatment, preference or privilege resulting from:

- (a) any existing or future customs union or free trade area, common market or any other form of regional economic organization to which either of the Contracting Parties is or may become a party, or
- (b) any international agreement or arrangement relating wholly or mainly to taxation or any domestic legislation relating wholly or mainly to taxation.

ARTICLE 8

Settlement of Investment Disputes

1. Any dispute relating to an investment between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party shall be notified in writing by the investor to the other Contracting Party.

As far as possible, the Parties to the dispute shall endeavour to settle the dispute through amicable negotiations.

2. If the dispute cannot be settled within three months from the notification, the dispute shall be submitted, at the option of the investor, either to the competent jurisdiction of the State where the investment was made, or to international arbitration.

To this end, each Contracting Party agrees in advance and irrevocably to the settlement of any dispute by this type of arbitration. Such consent implies that both Parties waive the right to demand that all domestic administrative or judicial remedies be exhausted.

3. In the case of international arbitration, the dispute shall be submitted for settlement by arbitration to one of the hereinafter mentioned organisations, at the option of the investor:
 - (a) an ad hoc arbitral tribunal set up according to the arbitration rules laid down by the United Nations Commission on International Trade Law (U.N.C.I.T.R.A.L.) in the territory of a Contracting State to the New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards (hereinafter referred to as the "New York Convention");
 - (b) the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (I.C.S.I.D.), set up by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, opened for signature at Washington on March 18, 1965;
 - (c) an arbitral tribunal (composed of three arbitrators) established
 - (i) in accordance with the rules of arbitration of the International Chamber of Commerce or the London Court of International Arbitration (L.C.I.A) which will resolve the dispute under the said rules; and
 - (ii) in the territory of a Contracting State to the New York Convention.
4. At any stage of the arbitration proceedings or of the execution of an arbitral award, none of the Contracting Parties involved in a dispute shall be entitled to raise as an objection or as defence to claim the fact that the investor who is the opposing party in the dispute has received compensation totally or partly covering his losses pursuant to an insurance policy or to the guarantee provided for in Article 10 of this Agreement.
5. The arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party undertakes to execute and comply with the awards in accordance with its national legislation and applicable international agreements in force.

ARTICLE 9

Disputes between the Contracting Parties

1. Disputes between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement should, if possible, be settled through the diplomatic channel.
2. If a dispute between the Contracting Parties cannot thus be settled, it shall upon the request of either Contracting Party be submitted to an arbitral tribunal.
3. Such an arbitral tribunal shall be constituted for each individual case in the following way. Within two months of the receipt of the request for arbitration, each Contracting Party shall appoint one member of the tribunal. Those two members shall then select a national of a Third State who on approval by the two Contracting Parties shall be appointed Chairman of the tribunal. The Chairman shall be appointed within two months from the date of appointment of the other two members.

4. If within the periods specified in paragraph (3) of this Article the necessary appointments have not been made, either Contracting Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make any necessary appointments. If the President is a national of either Contracting Party or if he is otherwise prevented from discharging the said function, the Vice-President shall be invited to make the necessary appointments. If the Vice-President is a national of either Contracting Party or if he too is prevented from discharging the said function, the Member of the International Court of Justice next in seniority who is not a national of either Contracting Party shall be invited to make the necessary appointments.
5. The arbitral tribunal shall reach its decision by a majority of votes. Such decision shall be binding on both Contracting Parties. Each Contracting Party shall bear the cost of its own member of the tribunal and of its representation in the arbitral proceedings; the cost of the Chairman and the remaining costs shall be borne in equal parts by the Contracting Parties. The tribunal may, however, in its decision direct that a higher proportion of costs shall be borne by one of the two Contracting Parties, and this award shall be binding on both Contracting Parties. The tribunal shall determine its own rules of procedure.

ARTICLE 10

Subrogation

Where a Contracting Party or its designated agency has guaranteed any indemnity in respect of any investment by any of its investors in the territory of the other Contracting Party and has made payment to such investors in respect of their claims under this Agreement, the other Contracting Party agrees that the first Contracting Party or its designated agency is entitled by virtue of subrogation to exercise the rights and assert the claims of those investors. The subrogated rights or claims shall not exceed the original rights or claims of such investors.

ARTICLE 11

Environment

1. Recognising the right of each Contracting Party to establish its own levels of domestic environmental protection and environmental (development) policies and priorities, and to adopt or modify accordingly its environmental legislation, each Contracting Party shall strive to ensure that its legislation provides for internationally agreed levels of environmental protection and shall strive to continue to improve its legislation.
2. The Contracting Parties recognise that it is inappropriate to encourage investment by relaxing domestic environmental legislation. Accordingly, each Contracting Party shall strive to ensure that it does not waive or otherwise derogate from, or offer to waive or otherwise derogate from, such legislation as an encouragement for the establishment, maintenance or expansion in its territory of an investment.

3. The Contracting Parties reaffirm their commitments under the international environmental agreements, which they have accepted. They shall strive to ensure that such commitments are fully recognised and implemented by their domestic legislation.

ARTICLE 12

Labour

1. Recognising the right of each Contracting Party to establish its own domestic labour standards, and to adopt or modify accordingly its labour legislation, each Contracting Party shall strive to ensure that its legislation provides for labour standards consistent with the international labour standards set forth in paragraph (d) of Article 1 and shall strive to improve those standards in that light.
2. The Contracting Parties recognise that it is inappropriate to encourage investment by relaxing domestic labour legislation. Accordingly, each Contracting Party shall strive to ensure that it does not waive or otherwise derogate from, or offer to waive or otherwise derogate from, such legislation as an encouragement for the establishment, maintenance or expansion in its territory of an investment.
3. The Contracting Parties reaffirm their obligations as members of the International Labour Organisation and their commitments under the International Labour Organisation Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work and its Follow-up. The Contracting Parties shall strive to ensure that such labour principles and the international labour standards set forth in paragraph (d) of Article 1 are recognised and protected by domestic legislation.

ARTICLE 13

Application of other Rules

If the provisions of law of either Contracting Party or obligations under international law existing at present or established hereafter between the Contracting Parties in addition to the present Agreement contain rules, whether general or specific, entitling investments by nationals or companies of the other Contracting Party to a treatment more favourable than is provided for by the present Agreement, such rules shall to the extent that they are more favourable prevail over the present Agreement.

ARTICLE 14

Scope of Application

This Agreement shall apply to all investment made before or after its entry into force by investors of either Contracting Party in the territory of the other Contracting Party. However, the provisions of this Agreement shall not apply to claims arising out of events which occurred or to claims which have been settled prior to its entry into force.

ARTICLE 15

Meetings

1. The representatives of the Contracting Parties shall hold meetings for the purpose of:
 - (a) reviewing the implementation of this Agreement;
 - (b) exchanging information about legal matters and investment opportunities;
 - (c) reviewing disputes arising out of investments;
 - (d) forwarding proposals on promotion of investment; and
 - (e) studying other issues in connection with investment.
2. Where either Contracting Party requests consultation on any matters of paragraph 1 of this Article, the other Contracting Party shall give prompt response through diplomatic channels on the consultation to be held alternately in Brussels or Bridgetown.

ARTICLE 16

Entry into Force

Each Contracting Party shall notify the other Contracting Party of the fulfilment of its internal legal procedures required for the bringing into force of this Agreement. This Agreement shall enter into force on the day following the date of receipt of the latter of the two notifications.

ARTICLE 17

Duration and Termination

1. This Agreement shall remain in force for a period of ten years. Thereafter it shall continue in force until the expiration of twelve months from the date on which either Contracting Party shall have given written notice of termination of this Agreement to the other Contracting Party.

2. In respect of investments made prior to the date when the notice of termination of this Agreement becomes effective, the provisions of Article 1 to 15 shall remain in force for a further period of twenty years from the date.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, on the 29th of May 2009, in two original copies, each in the French, Dutch and English languages, all texts being equally authentic. The text in the English language shall prevail in case of difference of interpretation.

**FOR THE BELGIUM-LUXEMBOURG
ECONOMIC UNION:**

FOR BARBADOS:

**For the Kingdom
of Belgium:**

**For the Grand-Duchy
of Luxembourg:**



**Olivier CHASTEL,
State Secretary
for Foreign Affairs**




**Maxine McCLEAN,
Minister of Foreign Affairs
and Foreign Trade**



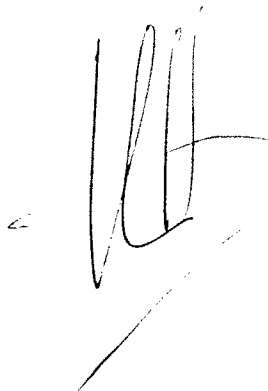
For the Walloon Region:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom, positioned below the text for the Walloon Region.

For the Flemish Region:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom, positioned below the text for the Flemish Region.

For the Brussels-Capital Region:

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes and a horizontal line at the bottom, positioned below the text for the Brussels-Capital Region.